

# Le point sur...

## La conférence des Nations unies sur le développement durable « Rio+20 » (Rio de Janeiro, 13 au 22 juin 2012)

[www.diplomatie.gouv.fr](http://www.diplomatie.gouv.fr)



→ Vingt ans après le Sommet de la Terre (Rio 1992), fondateur en la matière, la conférence des Nations unies sur le développement durable ou « Rio+20 » avait pour objectif de **renouveler l'engagement politique en faveur des trois piliers du développement durable** :

- l'économie ;
- le progrès social ;
- l'environnement.

La conférence se composait de trois segments :

- un comité préparatoire et des négociations informelles (13-19 juin) ;
- des journées de dialogue avec la société civile (16-19 juin) ;
- un sommet des chefs d'État et de gouvernement (20-22 juin).



© UN Photo/Michos Tzovaras

collectivités territoriales, du monde universitaire et de toutes les composantes de la société civile : secteur privé, syndicats, associations, organisations non gouvernementales.

Côté français, étaient aussi présents à Rio le ministre des Affaires étrangères, la ministre de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie, le ministre délégué au Développement et le ministre délégué chargé de l'Économie sociale et solidaire.

La conférence a marqué le **vingtième anniversaire du Sommet de la Terre de 1992, fondateur en matière de développement durable**. Rio+20 devait renouveler les conceptions du développement durable pour répondre aux défis de la croissance économique, de la justice sociale et de la protection de l'environnement qui menacent l'équilibre de notre planète. Il s'agissait également d'un test majeur pour le multilatéralisme et le système des Nations unies ainsi que d'une étape importante dans nos rapports avec les grands émergents.

À l'initiative du président Lula, la conférence des Nations unies sur le développement durable ou « Rio+20 » s'est tenue du 13 au 22 juin 2012 à Rio de Janeiro.

« Enjeu décisif pour la planète », comme l'a souligné le président de la République, cette conférence a rassemblé, autour d'une centaine de chefs d'État et de gouvernement, les délégations de 193 pays et plus de 40 000 participants issus des col-

### Ce qu'il faut savoir

■ Rio+20 a rassemblé à un très haut niveau l'ensemble des États du monde en faveur du développement durable.

■ Très mobilisée, la France y était représentée par le président de la République et quatre ministres. Son implication était également marquée par la présence de représentants de la société civile et des collectivités territoriales. Fruit d'un partenariat entre le ministère des Affaires étrangères (MAE), le ministère de l'Écologie, des entreprises, des collectivités locales et des établissements publics, le pavillon français a été la vitrine de notre pays et un lieu privilégié d'échanges.

■ Les principales avancées de Rio+20 sont : la **reconnaissance de l'économie verte et équitable** et de la **dimension sociale du développement durable** ; la **création d'un forum politique de haut niveau du développement durable** ; le **renforcement du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE)** ; le **lancement d'Objectifs de développement durable (ODD)** et la mise en valeur du **rôle de la société civile**.

■ Si la France et l'Union européenne ont beaucoup contribué à relever le niveau d'ambition de Rio+20, certaines propositions fortes n'ont pas encore abouti comme la transformation du PNUE en agence spécialisée des Nations unies, soutenue également par l'Afrique, et la mise en place opérationnelle de financements innovants.

■ Enfin, le texte pose d'importants jalons qui supposent un travail de suivi substantiel (ODD, gouvernance, océans, financements, etc.).



## La conférence des Nations unies sur le développement durable « Rio+20 » (Rio de Janeiro, 13 au 22 juin 2012)

[www.diplomatie.gouv.fr](http://www.diplomatie.gouv.fr)

Dans un contexte difficile, la conférence Rio+20 a abouti à une déclaration finale de compromis qui reflète certaines priorités de la France et de l'Union européenne.

### ■ Les avancées

Sujet controversé, le concept d'**économie verte et équitable** a été reconnu. La dimension sociale du développement durable a été fortement soulignée, avec par exemple des références fortes aux socles de protection sociale et à l'emploi des jeunes.

Rio+20 marque également un nouveau jalon dans la **construction et le renforcement d'une gouvernance mondiale du développement durable**. Un « forum politique de haut niveau » du développement durable sera créé en 2013. Le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) est renforcé, avec notamment l'universalisation de son conseil d'administration et une augmentation de ses ressources provenant en particulier du budget régulier des Nations unies. Celui-ci est reconnu comme autorité mondiale de l'environnement.

Par ailleurs, la nécessité d'**Objectifs de développement durable** (ODD) universels a été mise en exergue. Un processus de définition a été lancé. Il s'articulera avec la révision des Objectifs du millénaire pour le développement pour constituer, en 2015, un véritable agenda des Nations unies traitant conjointement des trois piliers du développement durable.

Des avancées sectorielles importantes ont aussi été obtenues dans des domaines comme l'**eau** et l'**assainissement**, la **sécurité alimentaire**, les **océans**, les **modes de production et de consommation durables**. Dans le domaine économique, les **financements innovants** sont reconnus comme un outil du développement durable.



Photo de famille des chefs d'État et de gouvernement participant au Sommet Rio+20. © MAE

Enfin, sous l'impulsion de la France, la société civile et les collectivités territoriales se voient reconnaître de nouveaux droits. Elles pourront notamment participer de manière plus active à la gouvernance renouvelée.

La France et l'Union européenne ont beaucoup contribué à relever le niveau d'ambition de la conférence. Cette ambition n'a pas toujours été partagée par d'autres grands partenaires, de sorte que tous nos objectifs n'ont pu être atteints.

### ■ La déclaration du président de la République à Rio+20

Comme le président de la République, qui a souhaité tenir « un langage de vérité », il faut regretter que Rio+20

n'ait pas été l'occasion de transformer d'emblée le PNUE en véritable agence spécialisée basée à Nairobi. Cela aurait été un grand succès et un beau symbole pour le multilatéralisme et pour le continent africain. Il est également regrettable que les financements innovants, portés fortement par la France, n'aient pas trouvé de traduction plus directement opérationnelle.

Le président a souligné, à cet égard, que la France restait déterminée à instituer avec les États qui le voudraient, avec les Européens, avec d'autres, une taxe sur les transactions financières. Il a pris l'engagement que si cette taxe était créée, une partie de ces revenus serait affectée au développement.

### ■ Le point de départ de nombreuses négociations

En conclusion, le texte pose des jalons dans de très nombreux domaines. Un programme de travail substantiel doit permettre de concrétiser et d'approfondir les résultats de Rio+20.

Ce sera le cas, par exemple, pour la protection des richesses de la haute mer à l'horizon 2014 et pour la gouvernance du développement durable et de l'environnement. De même, les ODD pourront être une avancée majeure si le processus de définition lancé à Rio+20 produit des résultats à la hauteur des enjeux. Enfin, la stratégie financière de développement durable prévue pour 2014 doit être l'occasion de faire avancer la mise en place des financements innovants.

### → POUR ALLER PLUS LOIN

Le site du MAE : [www.diplomatie.gouv.fr](http://www.diplomatie.gouv.fr)

Le site interministériel : [www.conference-rio2012.gouv.fr](http://www.conference-rio2012.gouv.fr)

Le site des Nations unies : [www.uncsd2012.org](http://www.uncsd2012.org)

Le site du pavillon français : [www.tvrioplus20france.org](http://www.tvrioplus20france.org)

**Direction générale de la mondialisation, du développement et des partenariats**

**Direction des biens publics mondiaux**

Julien Richard - [julien.richard@diplomatie.gouv.fr](mailto:julien.richard@diplomatie.gouv.fr) • François Gave - [francois.gave@diplomatie.gouv.fr](mailto:francois.gave@diplomatie.gouv.fr)

27, rue de la Convention, CS 91533, 75732 Paris cedex 15

[www.diplomatie.gouv.fr](http://www.diplomatie.gouv.fr)

